

17 AOUT 2011

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES  
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES  
RISQUES ENVIRONNEMENTAUX  
N°IC 2004/7915  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1998, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE BRUN Franck », l'autorisant à exploiter en CALLAC au lieu-dit « La Ville Neuve » un élevage avicole de 55000 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;
- VU la demande présentée le 15 juillet 2010 par l'installation classée « **LE BRUN Franck** », sise « La Ville Neuve » en CALLAC, en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel, d'un élevage avicole autorisé (*poulets de chair*) soit 58650 animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage (*exportation d'une partie du fumier de volailles chez des prêteurs*), en CALLAC au lieu-dit « La Ville Neuve » (Section B2 n° 813 et 814) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 juillet 2011 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 juillet 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'HYERES ;

CONSIDERANT que le projet concerne un élevage autorisé pour de la volaille de chair (*poulet standard et dinde de chair sur litière paillée*) avec stockage du fumier au champ, situé sur la commune de CALLAC (*hors Z.E.S. et hors Z.A.C.*), composé de deux poulaillers d'une surface de 1200 m<sup>2</sup> et 1300 m<sup>2</sup> ;

CONSIDERANT que M. LE BRUN souhaite dorénavant produire du *poulet lourd* dans les deux bâtiments pour un total de 51000 animaux (*soit 58650 animaux équivalents*). Le nombre de lots prévus par an est de 5,35 lots /an pour une production totale de 272850 poulets lourds, soit 11187 UN et 10368 UP205 ;

CONSIDERANT que le fumier produit sera intégralement épandu sur les terres en propre du pétitionnaire et sur les terres de quatre prêteurs de terres en PLUSQUELLEC (« S.C.E.A. LARHANTEC ») - SAINT SERVAIS (« E.A.R.L. du MONT ST MICHEL ») – LA CHAPELLE NEUVE (« PRIGENT Daniel ») – PLOUGRAS (« E.A.R.L. LE NORMAND ») ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 11187 UN et 10368 UP205, gérées de la façon suivante : 9405UN et 8716 UP205 seront mises à la disposition de 4 prêteurs ; 1782 UN et 1652 UP205 seront réparties sur 20,55 ha de terres en propre, soit des charges en azote et en phosphore de 86,7 UN/ha et 80,4 UP205/ha sur 20,55 ha de SDN ;

CONSIDERANT que les charges en azote et en phosphore seront, respectivement (*prêteurs*) : de 134 UN/ha et 84,4 UP205/ha sur 135,96 ha de SDN (SAINT SERVAIS) - 136,1 UN / ha et 79,1 UP205/ha sur 90,86 ha de SDN (PLOUGRAS) - 133,2 UN/ha et 82 UP205/ha sur 87,91 ha de SDN (PLUSQUELLEC) - 135 UN/ha et 88,9 UP205/ha sur 65,94 ha de SDN (LA CHAPELLE NEUVE) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 sont modifiées comme suit :

« M. Franck LE BRUN, pétitionnaire, est autorisé, au titre de l'installation classée sise au lieu-dit « La Ville Neuve » en CALLAC, à installer et exploiter à cette adresse (section B2 n° 813 et 814) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 58650 animaux-équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 51000 poulets lourds, *sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 11187 unités par an.*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

#### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 sont modifiées comme suit :

« L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

##### 2.1. AMENAGEMENT DES BATIMENTS :

2.1.1. La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2500 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*), y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

##### 2.2. - SECURITE :

2.2.1. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau ou une borne d'incendie de 100 mm conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. »

#### ARTICLE 3 - PRESCRIPTION EPANDAGE SUR CEREALES

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral. »

#### ARTICLE 4 -

*Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 novembre 1998 restent inchangées.*

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives municipales de CALLAC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de CALLAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

#### ARTICLE 6 -

*« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).*

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

#### ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de CALLAC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de PLUSQUELLEC - SAINT SERVAIS – LA CHAPELLE NEUVE - PLOUGRAS.

SAINT-BRIEUC, le

17 AOUT 2011

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour